

# Barnavi appelle l'Europe à ne plus avoir peur de son ombre

L'historien israélien plaide pour que l'Union s'assume comme entité politique.

ENTRETIEN

OLIVIER LE BUSSY

Amer constat que celui dressé par l'historien israélien Elie Barnavi dans son cinquantenaire, l'« Europe fragile »<sup>(1)</sup>. Plus de cinquante ans après sa création, l'Union européenne, malgré d'indéniables succès, peine à trouver sa place dans le monde et à séduire ses citoyens. Aussi l'europhile conseiller scientifique du Musée de l'Europe plaide-t-il pour une Union ambitieuse, qui n'aurait pas honte de ses racines - chrétiennes, notamment - et réaffirmerait avec vigueur le socle commun des valeurs qui l'ont façonnée.

La manière dont l'Union a été conçue ne portait-elle pas les germes de la crise d'identité qu'elle traverse ?

Le projet des pères fondateurs était fédéraliste. C'est à la suite de l'échec de la Communauté européenne de défense (en 1954, NdLR) qu'ils ont décidé de se concentrer sur le volet économique. Ils ont avancé masqués, en pensant qu'avec l'habitude, les intérêts communs, etc., le projet politique irait de soi. C'est une méthode efficace, jusqu'à un certain point. Il y a aujourd'hui un déficit de perception de ce qu'est l'Europe. Et quand les citoyens ne comprennent pas le projet qui voit le jour, ils n'y adhèrent pas.

N'est-il pas trop tard pour bâtir cette Europe politique, alors que l'UE compte vingt-sept membres ?

C'est beaucoup plus difficile, mais pas impossible. Le grand rattrage, c'est de ne pas avoir défini clairement les critères d'adhésion

au club, de ne pas avoir construit une Europe cohérente et d'avoir procédé à des élargissements successifs en sacrifiant l'approfondissement. On a établi certains critères évidents - politiques, économiques, sociaux - mais pas de règles de comportement qui éviteraient la cacophonie.

Pour vous, l'Europe doit être « à prendre ou à laisser »...

Vous ne pouvez pas être à la fois dans et hors de l'Union. Les Irlandais ont organisé un référendum sur le traité de Lisbonne, parce que leur Constitution les y obligeait. Soit. Mais il aurait fallu leur dire qu'un vote négatif aurait des conséquences. Or, il ne s'est rien passé ! Les Etats se contentent de prendre ce que l'UE veut bien leur donner. On ne pourra pas aller du même pas à vingt-sept, compte tenu de l'écart idéologique entre Etats membres sur la nature de

l'Europe. Donc, il faut des coopérations renforcées permettant à ceux qui le veulent d'aller plus vite et plus loin. Mais on ne pourra pas faire l'impasse sur des règles de bonne conduite européenne.

Et ensuite ?

Il faut redéfinir le projet européen comme un projet idéologique.

L'UE est un outil qui permet à ces citoyens de vivre mieux mais ça ne suffit pas. L'utilité de cet outil sera remise en question à chaque crise. Les antieuropéens, souverainistes, antilibéraux n'ont pas d'adversaire réel en face d'eux pour défendre l'idéal européen. Je plaide pour un projet qui ne vole pas au ras des pâquerettes.



Le fédéralisme européen n'est-il pas un vœu pieux ?

Ce qui existe est mieux que tout ce qui a existé auparavant, mais si

on ne va pas plus loin que ce qui a été acquis, je crains qu'on assiste à une *belgification* de l'Europe : on s'entend sur le discours utilitariste, qui s'interroge sur le coût de la non-Belgique, plus sur ce qu'elle apporte.

On voit mal quelles personnalités politiques seraient capables de porter un tel projet politique...

Il faudrait une personnalité du calibre de de Gaulle, un Napoléon qui ne serait pas guerrier. Verhofstadt n'a pas été nommé président de la Commission parce que trop européen pour les Etats. Mais parfois surgissent des personnes auxquelles on n'avait pas pensé. Qui aurait imaginé qu'Obama deviendrait président des Etats-Unis ? ■

(1) "L'Europe fragile" (écrit avec le concours de notre correspondante à Strasbourg, Véronique Leblanc), André Versailles éditeur, 168 pp., environ 13 euros.

M. Barnavi sera l'invité des Grandes conférences catholiques, ce mardi à 20h30 au Théâtre Saint-Michel, rue Père Eudore Devroye, 2 à 1040 Bruxelles. Entrées à 20, 16 et 8 euros